

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 701

Artikel: Élections : au voleur!
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025129>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ÉLECTIONS

Au voleur!

*A Claude Bonnard,
ancien collègue.*

Il y a longtemps que les pavés de propagande électorale ne piègent plus mon indignation. Comme pour les chauffards sur la route, inutiles les coups de klaxon indignés! Pourtant ma philosophie a été prise en défaut. J'ai lu ceci:

Au fisc!

Au voleur!

Plus on paie d'impôts, plus on donne de pouvoir à l'Etat. Qui en profite pour nous mettre un peu plus sous tutelle: toutes les libertés qu'il s'offre, c'est à nous qu'il les enlève (...).

Texte signé: libéral, et propos attribués à Pierre-Vincent Gamboni, chef d'entreprise, député, municipal, et, sauf erreur, ancien président du parti libéral. Toutes références qui engagent.

Que l'on juge la fiscalité excessive, les dépenses débordantes, les fonctionnaires encombrants, soit, c'est une option politique. Mais c'est quoi, ce style pour l'exprimer?

Lorsque M. Gamboni obtient une adjudication parce que, dans une soumission pour l'Etat, il a offert le meilleur rapport qualité-prix, se considère-t-il, étant payé, comme un receleur?

Il y a quelques années, Marc-Henri Ravussin, alors conseiller d'Etat en fonction, avait, dans un discours public devant les betteraviers, laissé son indignation oratoire l'emporter hors des limites du champ: nous préconiserons la grève de l'impôt, avait-il clamé. Claude Bonnard (libéral) présidait alors le Conseil d'Etat. Sévères explications internes. Puis, convocation du comité directeur du PAI (Paysans, artisans, indépendants, parti de M.-H. Ravussin). Mise en garde. Les contributions publiques sont une exigence égale, disait le président.

L'Etat ne laissera pas mettre en cause, ni saper, ni troubler... etc. Quelques militants du PAI n'ont pas oublié.

Que n'ont-ils crié: «au voleur!». Pourquoi les fraudeurs du fisc ne plaident-ils pas: légitime défense! Pourquoi les contribuables n'appellent-ils pas les gendarmes? Mais ils sont payés, les gendarmes, avec l'argent volé. Jouons donc aux gendarmes et aux voleurs!

L'OVERDOSE

Au-delà d'une formule, on observe, martelée, cette image répétitive de l'Etat qui s'offre des libertés enlevées aux citoyens, slogan destiné à faire élire des conseillers qui se réclament, eux, de l'Armée, de la Justice, de la Police, au nom de la protection de nos libertés.

Je concède que tout parti, associé aux affaires publiques, peut s'en distancer partiellement, en présentant son propre programme, qui diffère de l'action gouvernementale composite. La participation et le pluralisme entraînent inévitablement ces déhanchements.

Mais il y a un minimum en dessous duquel on ne peut descendre, même en combat électoral, sans être disqualifié pour coup en dessous de la ceinture: comment refuser d'admettre que dans l'institution étatique s'exerce à la fois la contrainte et la liberté?

Certes, libertés et contraintes se dosent. C'est le sujet politique par excellence. Mais la propagande libérale ne dose plus, elle overdose d'anarchisme électoral.

On me dira, bien sûr, qu'il faut savoir faire la part des choses. Que la propagande est rédigée par des spécialistes de la publicité, laquelle a ses règles de grossissement.

En fin de compte, c'est cela le plus grave. Le publi-

ciste dicte et le politique signe. M. Gamboni, avez-vous relu ce qu'on vous fait dire?

Des spécialistes, des experts décrètent que tel slogan va dans le sens du poil. Ils rédigent en fonction de ce choix. Puis ils font authentifier leur démagogie de spécialistes par des hommes politiques responsables.

Si la liberté est faite d'engagement personnel, la méthode libérale de marketing est aux antipodes de cette liberté-là. Le responsable de la propagande vous fait dire, à la lettre près, ce que vous devez dire. On répète après lui. La liberté passe par le psittacisme. Oh! Jacquot!

A. G.

«ancien voleur».

MÉDAILLES

L'Europe radicale

Le Prix de l'Europe, c'est comme les distinctions décernées aux entreprises commerciales (du genre Coq de la Qualité française): on le demande, on en négocie un peu l'octroi, et surtout on en exploite la remise.

Ainsi du Prix de l'Europe 1983, décerné cette année à la Ville de Lausanne (syndic: Paul-René Martin, radical), comme d'habitude par la Commission de l'aménagement du territoire et des pouvoirs locaux de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (président de la Conférence desdits pouvoirs: Bernard Dupont, radical valaisan). Cérémonies diverses du 13 au 15 octobre à Lausanne, avec une conférence du président de l'Union européenne de Suisse (Jean-Pascal Delamuraz, radical vaudois de format fédéral), toutes sortes d'allocutions officielles (dont trois Suisses, par MM. Martin, Delamuraz et Probst, secrétaire d'Etat, radical bien sûr), sans oublier les mille bouteilles du vin d'honneur offert à la population vendredi 14 octobre dès 11 heures, moment idéal pour les travailleurs. On n'est jamais si bien arrosé que par soi-même.